

l'Espoir, l'Unité, l'Avenir

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Bulletin d'information
Fédération de la Creuse du Parti Communiste Français
17, rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret

05 55 52 17 06 - 06 31 82 89 29

Courriel : pcf23@wanadoo.fr - Site Internet : 23.pcf.fr
Facebook : <https://www.facebook.com/pcf23/>
Tweeter : @PCF_23

Déposé le 18.06.2020

Directeur de publication : Stéphane BRIAULT - CPPAP 0221 P 11517 - Imprimerie ECP Guéret



Cher-e-s ami-e-s,
cher-e-s camarade-s,

Depuis près d'un siècle, c'est la première fois que le monde est frappé par une pandémie de cette gravité, y compris les pays riches et développés. Des dizaines de milliers de personnes sont décédées, en France, des centaines de milliers sur la planète.

Le confinement était nécessaire, mais il est allé de pair, comme sur tous les continents, avec l'aggravation des

inégalités, une réduction de notre vie sociale et professionnelle ainsi que de nos libertés. Baisse des revenus et hausse des prix, pertes d'emploi, dettes de loyer : des familles n'ont plus que la solidarité pour se nourrir. C'est inacceptable.

Notre pays est la sixième puissance économique mondiale. Il s'est trouvé démuni devant l'épidémie par manque de masques, de tests, de lits d'hôpitaux, de respirateurs. Pourtant, les personnels de santé revendiquaient depuis des mois des moyens pour le système public de santé. Des salariés refusaient les fermetures d'entreprises produisant l'oxygène, les médicaments, les masques, les tests...

Faute des moyens nécessaires, l'école peine à reprendre et chacun se demande dans quelles conditions se fera la rentrée de septembre.

Le travail et l'emploi sont au centre des préoccupations. Conséquences du recours au télétravail : CDD ou missions d'interim interrompus durant le confinement, conditions sanitaires précaires de réouverture d'entreprises, suppressions massives d'emplois dans de grands groupes, dépôts de bilans possibles pour de nombreuses PME. Beaucoup d'entre nous sont inquiets. Le risque est grand de nous enfoncer dans une récession profonde et durable. Nous ne pouvons nous résigner à vivre de plus en plus mal. Le combat contre le Covid-19 a d'abord été mené grâce aux salariés des services publics, les soignants en première ligne, grâce aussi à tous ceux et toutes celles qui ont permis que la vie continue dans les administrations mais aussi dans les industries alimentaire et pharmaceutique, le commerce et les transports. Le secteur associatif, les acteurs de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion ont occupé une place déterminante dans cette mobilisation des forces vives du pays. Bénévoles, salariés et travailleurs sociaux ont assuré l'aide d'urgence et préservé le lien social. En respectant ensemble le confinement, nous

avons permis que les taux d'hospitalisation baissent. Ici comme à l'échelle internationale, lorsque la solidarité médicale ou matérielle a été activée, des vies ont été sauvées et le virus a reculé. La santé est un bien commun, un droit universel fondamental. Elle est l'affaire de tous. Nous ne voulons donc plus que les décisions soient confisquées par une minorité. Elles doivent être remises entre les mains des citoyens. De même, la santé et les médicaments ne peuvent plus rester du domaine privé, réserve de quelques grandes firmes multinationales qui ne cherchent qu'à faire des profits. Pourquoi notre pays s'est-il trouvé en difficulté pour affronter l'épidémie ? Parce que les gouvernements successifs ont satisfait d'abord et toujours aux mêmes dogmes : rentabilité, baisse du prétendu « coût du travail », diminution de la dette, baisse constante des dépenses publiques. Monsieur Macron a ainsi accéléré la casse de l'hôpital et des services publics ; il a favorisé la délocalisation d'industries vitales pour le pays ; il a contribué à faire baisser les salaires et tenté de détruire le système de retraites hérité de la Résistance.

Aujourd'hui, le pouvoir veut profiter de la situation pour nous faire payer la crise. Avec le Medef, il pousse à la baisse des salaires, il aggrave les conditions de travail, il menace l'accès des enfants de nombreuses familles populaires à l'école comme à la formation ou aux études supérieures, il n'a pas renoncé à nous faire partir plus tard à la retraite avec des pensions considérablement diminuées...C'est injuste. Cela va enfoncer davantage notre pays dans la tourmente. Seule notre mobilisation unie, dans les localités comme dans les entreprises, permettra de résister efficacement et d'organiser la solidarité indispensable. Partout, nous avons à mener la bataille pour l'hôpital public et pour la démocratie sanitaire. Partout, il nous faut agir pour le pouvoir d'achat, l'emploi, la sécurisation des parcours de vie, nos droits et nos libertés. Dans ce contexte vont se dérouler le 28 Juin le deuxième tour des municipales, 46 maires restent à élire sur notre département, c'est le moment de dire non à Macron et de mettre en place des élus de terrain fidèles à nos engagements de solidarité et de justice sociale. Allons voter en respectant les gestes barrières, et n'oublions pas que les procurations sont plus faciles d'accès, n'hésitons pas à y avoir recours, vous pouvez nous contacter pour plus d'informations.

L'heure est venue de remettre en cause la domination du capital, son pouvoir, ses coûts pour la collectivité.

Stéphane BRIAULT

La mondialisation à l'épreuve d'une pandémie

La mondialisation heureuse vantée et voulue par les élites et le grand capital se trouve, aujourd'hui remise en cause et, au moins suspendue, par la crise sanitaire liée au COVID-19. Corrélativement, les peuples réclament plus d'autonomie économique, en matière industrielle, alimentaire et énergétique.

Par ailleurs, la crise a mis en évidence l'installation durable de l'affrontement entre les États-Unis et la Chine déjà exacerbé par la présidence Trump et surtout depuis l'arrivée au pouvoir de XiJinPing.

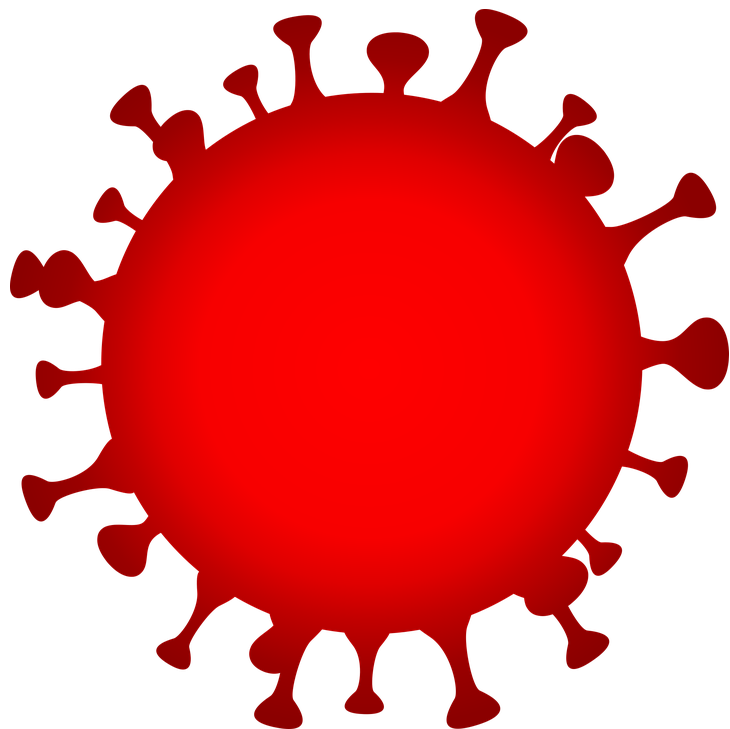
De même, elle a interrompu partiellement ou totalement les flux caractéristiques de la mondialisation. La circulation des personnes s'est trouvée ralentie, voire stoppée par les mesures de confinement, prises souvent tardivement dans certains pays et notamment en France. Les activités touristiques ont fortement et durablement baissé. De plus, les mouvements migratoires ont été quasiment arrêtés par les fermetures de frontières et les mesures administratives corrélatives. Or, certains pays dépendent fortement des envois financiers de leurs ressortissants expatriés. Les populations concernées vont voir leur situation déjà précaire encore plus paupérisée.

La chute du commerce maritime risque de créer des pénuries alimentaires, notamment en Afrique et en Asie. Dans le même temps, la baisse de deux tiers des cours des hydrocarbures, qui résulte d'une stratégie de vente à perte mise en place par l'Arabie saoudite va créer une fracture entre les pays aptes à produire et exporter à bas prix (Arabie saoudite, Russie, Émirats arabes unis) et ceux qui ne peuvent pas (Vénézuéla, Iran).

L'Union européenne a révélé, une fois de plus, ses divisions. Elle n'est pas un État, donc ce sont les États nationaux qui ont pris en charge la crise selon des modalités différentes (confinement strict en France et dans les pays du sud, politiques moins contraignantes au nord, notamment en Suède et en Allemagne, mais dans des contextes nationaux différents).

Cependant, la crise a permis à l'Union européenne, peut-être pour un temps, de vaincre son aversion pour les interventions étatiques ; les déficits, le chômage partiel et l'éventuelle relance économique vont redonner aux États un rôle qui remet en cause la mondialisation. Il conviendra, toutefois de rester vigilant sur le respect des droits sociaux.

A.ROUDIER



Pour la construction d'un nouvel avenir

Nous vivons une période particulièrement difficile.

En quelques jours un virus invisible a bouleversé la planète.

Et maintenant, après cette catastrophe sanitaire, un tsunami économique et social est annoncé. Il risque d'être dévastateur.

Les faillites s'annoncent nombreuses.

Elles vont être source de nombreux licenciements avec comme conséquences beaucoup de drames.

Ces maux qui dévorent nos sociétés ont un nom : le capitalisme.

C'est la course au fric, la concurrence soit disant libre et faussée qui nous conduisent droit dans le mur.

Devant une telle situation nous n'avons pas le choix.

Soit on accepte cet état de fait, on se laisse écraser par les puissances d'argent, par le grand capital, soit on se met en résistance pour construire le monde d'après.

Pour nous communistes le choix est clair.

L'heure est à la résistance, résistance contre la maladie, résistance contre le Médef, résistance contre l'équipe Macron qui veut faire payer ces crises au peuple.

Nous faisons le choix de construire une nouvelle société.

Il est temps de reconstruire, de rebâtir un autre système économique et social qui prenne soin de la nature et de l'homme.

Il s'agit pour sortir de ce marasme de travailler avec d'autres à un projet commun capable de répondre aux questions que se pose l'humanité.

Nous avons des propositions soyons capable de les mettre en débat.

Par ailleurs plusieurs associations, syndicats (cgt, attac, greenpeace, le DAL ect...) ont rédigé une série de propositions pour le jour d'après.

Elles peuvent servir de base pour construire le projet de société que nous voulons pour demain.

Alors soyons offensifs engageons nous sans a priori dans le grand débat qui s'ouvre devant nous.

Inventons dans le partage de nos sensibilités le monde que nous voulons.

Les forces existent pour faire que demain ne ressemble pas à hier.

Nous pouvons construire ensemble un nouvel avenir.

Alain TEISSEDRE



PCF

**PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS**

Sortie de crise :

4 PROPOSITIONS DU PCF

- **Protection des populations et des salariés**
(en commençant par la mise à disposition gratuite de masques)
- **Plan d'urgence pour les services publics**
(hôpital, Ehpad, éducation nationale ...)
- **Mode de production pour l'humain et la planète d'abord**
(sécurisation de l'emploi, de la formation, des entreprises, du rôle des banques ...)
- **Commémoration de la naissance du CNR**
(Conseil National de la Résistance) pour ne pas oublier sa force transformatrice (rétablissement de la démocratie, du suffrage universel, de la liberté de la presse, nationalisations, réajustement important des salaires, sécurité sociale incluant les retraites ...)

2020

Centenaire du Parti Communiste Français

Pour faire vivre tout au long de l'année tous les projets associés à cet anniversaire, nous lançons un appel à cotisation supplémentaire ou à faire un don (qui ouvrent droit à une déduction fiscale).

*Les chèques (à l'ordre de « ADF - PCF23 ») ou espèces peuvent être envoyés ou déposés à la
Fédération du PCF23
17 rue du Docteur de Lavillatte
23000 Guéret.*

Précisez bien vos noms et adresse pour rendre possible la rédaction d'un reçu fiscal.



GUERET

HÔPITAL EN GREVE

TOUS LES MARDI, A 11H, DEPUIS L'ANNEE DERNIERE
ON EST DANS LA PLACE !



PONT A LA DAUGE

Comme vous le savez le pont à la Dauge (jonction des communes d'AJAIN et de Sainte Feyre) fut un des hauts lieux de la Résistance creusoise durant la seconde guerre mondiale.

Trois stèles y sont élevées.

*Renouant avec une tradition décennale, le Parti communiste rendra hommage,
le samedi 27 juin à 11h,
aux résistants victimes de la barbarie, en ce lieu.*

